

ou du moins avec l'approbation tacite du gouvernement, c'était à quoi l'on songeait. Je répète qu'il n'avait jamais été question nulle part ni à aucun moment de tolérer un tel état de choses.

Le ministre a l'habitude de nous faire des déclarations avec le sourire.

**L'hon. M. Pepin:** J'ai appris cela de vous.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Il est sympathique. Je ne connais personne à la Chambre des communes qui puisse l'être davantage lorsqu'il fait face à de grandes difficultés. C'est une qualité que je lui reconnais. Il sait sourire.

**M. Prud'homme:** Il ne va pas se mettre à pleurer.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Il respire la bonne humeur, mais je ne dis pas au député qu'il imite également le ministre ni que le ministre l'imite. Ce sont deux hommes de bon caractère et chaque fois qu'il y a une difficulté, c'est comme cela que le ministre prend la chose.

**Des voix:** Bravo!

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Que dire du montant total qui devait être dépensé? A-t-on jamais songé à dépenser 270 millions de dollars? S'est-on jamais rendu compte qu'on allait nous demander de camoufler 122 millions de dollars au moyen du projet de loi dont la Chambre est saisie actuellement, au lieu de s'en tenir au régime constitutionnel? Pas un seul instant.

Qu'a dit M. Pearson? Le 13 août 1963, quelques mois après son retour au pouvoir, il a annoncé une conférence immédiate au sommet pour garantir le bon fonctionnement de l'exposition universelle. Il a ensuite déclaré que la contribution fédérale serait quelque peu supérieure à 50 millions de dollars. Le Parlement n'avait rien ratifié ni accepté, mais même le premier ministre Pearson, dans sa déclaration la plus généreuse au sujet de l'exposition, n'est jamais allé au-delà d'un peu plus de 50 millions de dollars.

• (3.50 p.m.)

Le premier ministre a poursuivi en disant que le gouvernement fédéral avait déjà décidé d'accorder à l'exposition une somme de 20 millions de dollars pour contribuer aux frais directs et qu'il faudrait ajouter à cette somme le coût d'une exposition «digne de notre pays» et qu'une «importante somme supplémentaire» serait requise pour protéger le site. Il a déclaré que la dépense totale du gouvernement fédéral serait quelque peu supérieure à 50 millions de dollars. Cette somme compre-

nait le coût du pavillon du Canada. Je tiens à le préciser. Le total comprendrait la somme initiale de 20 millions de dollars plus quelque 30 millions de dollars pour couvrir les frais d'exposition du Canada, plus certains frais supplémentaires. Ensuite, a-t-il ajouté, les améliorations apportées aux ponts, aux routes d'accès et aux autres besoins accessoires devraient être assumées par la province de Québec ou la ville de Montréal. Puis il a ajouté ces mots: «Il ne doit y avoir aucun doute sur le rôle de chacun.» Monsieur l'Orateur, c'est exactement ce que nous disons maintenant. Le député de Regina-Est (M. Burton) qui a parlé et qui a proposé l'amendement a fait de même. Ma foi, personne n'a jamais tranché la question. Le gouvernement a simplement permis aux responsables de dépenser tout ce qu'ils souhaitaient dépenser sans aucun contrôle.

Je voudrais poursuivre. M. Pearson a déclaré ceci:

Nous devons prévoir les événements. Chaque gouvernement doit pleinement évaluer ce qu'il doit faire. Il nous reste vraiment trop peu de temps pour accomplir toute notre tâche.

Voici la suite du mémoire:

Les trois chefs de gouvernement, ainsi que d'autres dignitaires étaient assis sous des lettres bleues, vertes et rouges de 16 pieds de haut composant l'inscription Expo 67 sur l'un des flancs du bateau principal. C'est à ce moment-là que le peuple a commencé à danser.

Aujourd'hui, le peuple qui danse, ce sont les Canadiens qui doivent payer les impôts nécessaires pour régler ces dépenses injustifiées, ces débours qu'on n'aurait pas dû autoriser d'après la constitution. Certes, le ministre déclare que mes chiffres sont une pure invention—que j'avais indiqué à la Chambre, en avril 1964, que les coûts nets ne devaient pas dépasser cette somme alors qu'en décembre 1963 je ne croyais pas tant à cette possibilité.

Et je n'ai jamais changé d'avis, monsieur l'Orateur. Le Parlement a voté le montant dont le gouvernement fédéral avait besoin. Voici ce qui est arrivé: le gouvernement du Canada, sous le premier ministre Pearson et ses associés, a tout simplement permis aux dépenses de dépasser les bornes, sans exercer d'autorité et sans exiger de détails. Nous n'en aurons pas non plus, car si le bill est adopté dans sa forme actuelle, nous ne ferons, pour ainsi dire, «pardonner et oublier» comme le veut un vieil adage. Mais dans ce cas-ci, les Canadiens devront payer.

Le gouvernement que j'ai eu l'honneur de diriger a créé l'Expo. J'étais à Vancouver en février 1963. J'avais le choix entre six ou sept